



ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

LETTRE D'INFORMATION – Mardi 13 mai 2014
Séance du lundi 12 mai

Agenda

Lundi 19 mai

-12h30 : Réunion de la section Économie pol., statistique et finances, salle 3.

-15h : **Jean-Robert PITTE**, membre de l'Académie : « *La géographie, science morale et politique* ».

Mardi 20 mai

-9h : Colloque Olivier Lecerf, Grande salle des séances.

Lundi 26 mai

-12h30 : Réunion de la section Morale et Sociologie.

-15h : **Alain BESANÇON**, membre de l'Académie : « *Une science des religions est-elle possible ?* ».

Lundi 2 juin

-12h30 : Réunion de la section Économie pol., statistique et finances, salle 3.

-15h : **Jean TULARD**, membre de l'Académie : « *Histoire et politique* ».

-Comité secret.

Lundi 9 juin : Pentecôte. Pas de séance.

Lundi 16 juin

-9h30 : Entretien académique « *Hommage à François Dagognet à l'occasion de son 90^e anniversaire* », présenté par **Bernard BOURGEOIS**, président de l'Académie.

-15h : Élection d'un membre titulaire dans la section Morale et Sociologie.

-**Thierry de MONTBRIAL**, membre de l'Académie : « *La prévision dans les sciences morales et politiques* ».

Lundi 23 juin

-15h : **Michel PÉBEREAU**, membre de l'Académie : « *La raison économiste* ».

Lundi 30 juin

-15h : **Yvon GATTAZ**, membre de l'Académie : « *L'économie vue par un entrepreneur* ».

Lundi 7 juillet

-12h30 : Réunion de la section Économie pol., statistique et finances, salle 3.

-15h : **Dominique TERRÉ**, chargée de recherche au CERSES : « *Le droit, entre morale et économie* ».

-Comité secret.

Après approbation du procès-verbal de la séance du lundi 28 avril, le président **Bernard Bourgeois** a fait procéder aux dépôts d'ouvrages.

Bertrand Saint-Sernin a présenté *Généalogies philosophique, politique et imaginaire de la technoscience* de Gilbert Hottois (Paris, Librairie philosophique J. Vrin, coll. *Pour Demain*, 2013, 288 pages).

Georges-Henri Soutou a présenté de Jacques Viot *Au Quai d'Orsay avec Jean François-Poncet (1978-1981) – Carnets privés d'un diplomate*, présentés et annotés par Gérard Roubichou (Paris, éditions Pedone, 2014, 288 pages).

Le président a ensuite passé la parole à son confrère **Jean Baechler** qui a fait une communication intitulée « *Tableau raisonné des sciences morales et politiques* ».

L'orateur est parti du constat d'un « *pullulement des sciences anthropologiques dont la justification n'apparaît pas au premier regard : histoire, philosophie, sociologie, ethnologie, archéologie, psychologie, suicidologie, politologie, polémologie, économie politique, démographie, ludologie, philologie, criminologie, linguistique, science cognitive, science de la communication, de l'éducation, de l'alimentation, sinologie, indologie, égyptologie, etc.* » Face à ce pullulement peuvent être envisagées deux démarches. La première consiste à dénombrer, puis à classer les sciences de l'humain. L'inconvénient est qu'il existe une multitude de classifications possibles, toutes équiprobables et qu'aucune n'explique quoi que ce soit. La seconde démarche, explicative, retenue par Jean Baechler, consiste à répondre à la question suivante : « *Si l'on décide de prendre l'humain comme objet de science, la diversité des sciences anthropologiques trouve-t-elle une explication plausible ?* »

Sur la base d'une « *hypothèse cohérente et plausible* », à savoir « *la nature humaine est un ensemble de virtualités dont les actualisations sont culturelles* », et en s'aidant de concepts précis, définis comme « *asymptotes entre une cognition et une réalité* », Jean Baechler a démontré, d'une part, que philosophie, histoire et sociologie constituent le socle premier des sciences de l'humain et, d'autre part, que « *l'humain s'inscrit dans un espace à 4 dimensions : biologique, culturelle, anthropique (indispensable à la transition du virtuel à l'actuel) et psychique (qui procure à l'anthropique les ressources indispensables à l'effectuation anthropique. Il s'agit de la sensibilité appuyant la volonté éclairée par l'intelligence). Tout fait humain s'inscrit dans cet espace à 4 dimensions, ce qui condamne tout réductionnisme et tout dualisme. À partir de là, on peut prédire que chaque dimension peut et doit devenir objet d'enquête scientifique,* » psychologie pour la dimension psychique, etc.

Dans le même ordre d'idées, Jean Baechler a souligné que les 3 modes d'activité de l'homme, « *l'agir, le connaître et le faire* » pouvaient être respectivement déclinés de différentes façons et que les « *régimes* » répondant aux 12 « *fins* » humaines constituent des « *ordres* » dont chacun peut et doit donner lieu au développement d'une science, d'où la diversité des sciences de l'humain.

À l'issue de sa communication, **Jean Baechler** a répondu aux questions que lui ont posées **Bernard d'Espagnat, François d'Orcival, Jean-Robert Pitte, Philippe Levillain, Georges-Henri Soutou, Jacques de Larosière, Jean Mesnard, Rémi Brague, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Vacheron** et le Chancelier **Gabriel de Broglie**.

À lire ou à écouter

- **Yvon Gattaz** : « Il faut encourager les jeunes à créer des entreprises », dans *Var-Matin* du lundi 5 mai. Interview publiée à l'occasion de la conférence donnée le mardi 6 mai à l'antenne de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var à Saint-Raphaël et de la présentation du dernier ouvrage d'Yvon Gattaz, *Création d'entreprise, la double révolution* (Paris, Eyrolles, 2014, 215 pages). Extrait : « Les jeunes Français ont d'énormes qualités, ils sont très novateurs. Mais aujourd'hui, s'ils réalisent leur projet en France, ils partent le développer à l'étranger. C'est le drame de la France. Je dis "start, c'est bien, up, c'est mieux". Il y a un jaillissement d'idées originales. Je n'ai jamais vu autant de bouillonnement intellectuel mais on n'a pas le développement. Les jeunes ont l'informatique, le numérique où il y a tout à faire et qui exige très peu de capitaux. Il y a des créneaux inouïs, on est dans une période faste. Si on levait les obstacles. [Mais] la fiscalité trop lourde handicape les entreprises et la croissance. L'autre facteur, c'est la rigidité sociale. Je reçois des centaines de jeunes qui me disent qu'ils ne feront pas une entreprise en France car c'est trop compliqué d'avoir des salariés. Il faut que nos gouvernants, quelle que soit leur couleur politique, comprennent qu'il faut alléger la fiscalité et les rigidités sociales. Pour l'avenir, la multiplication des emplois passera par la multiplication des employeurs. Il ne faut pas les décourager avec des mesures de trop lourdes fiscalités et protection sociale. On ne demande pas de les enlever mais de revenir à la moyenne européenne dont on est très loin. »

- Sur le site chinois huainan.focus.cn en date du samedi 4 mai, à propos d'une éventuelle bulle immobilière en Chine : « 经济学大师让·梯若尔 认为，引入泡沫对经济整体是一种帕累托改进... [Traduction :] L'économiste **Jean Tirole** estime que l'apparition d'une bulle représente pour l'économie une amélioration au sens de Pareto. Une bulle non explosive a pour vertu de freiner l'accumulation excessive de capitaux et donc d'améliorer la situation générale. C'est pourquoi une bulle qui reste dans des proportions raisonnables est souhaitable. En raison du confinement du marché monétaire chinois, [c'est sur le marché intérieur que] les capitaux d'épargne surabondants cherchent des placements à forte rentabilité et, tout naturellement, ils se tournent vers la Bourse et l'immobilier, constituant ainsi une bulle. Mais la constitution d'une bulle ne signifie pas nécessairement qu'il y aura éclatement. Il faut du temps avant qu'une petite bulle ne devienne une grosse bulle et il faut aussi du temps avant qu'une grosse bulle ne devienne une bulle toxique qui éclate. »

- **Mireille Delmas-Marty** était l'invitée de la RTS le mercredi 30 avril. Elle s'est exprimée sur « les prisons surpeuplées et l'obsession du risque zéro », déclarant notamment : « Quand la culture de la peur domine, le délinquant se transforme en ennemi qu'il faut neutraliser. Or toute nouvelle législation répressive, souvent en réponse à un fait divers sordide, crée l'illusion d'une réponse adéquate. Le risque est dès lors grand de confondre les tâches de la justice avec celles de la police, chargée du maintien de l'ordre, et l'on risque de transformer l'État de droit qui tente de concilier libertés et sûreté en un État de police qui sacrifie les libertés à une sécurité illusoire. » Elle a toutefois aussi considéré qu'il existait un type de peur qui pouvait être salutaire : « La peur de l'autre est effectivement dangereuse car elle conduit [à des dérives sécuritaires]. Mais il existe aussi une peur plus diffuse face à ce que j'appellerai des risques globaux, climatique ou nucléaire. Et cette peur peut devenir bonne conseillère car elle crée une solidarité face à des risques que nous encourons tous en commun. Nous sommes embarqués sur la même petite planète, elle est fragile et nous tenons à ce qu'elle survive. Cette peur-solidarité peut préparer le sentiment d'appartenance à une communauté de destin qui est la même sur toute la planète. »

- **Jean-Claude Trichet** : « L'Europe a passé le stress test de la crise », dans *Corse Matin* du vendredi 9 mai, après l'intervention de l'ancien président de la BCE à un séminaire organisé par le Parlement européen, le mardi 6 mai. Extrait : « Sans surprise, Jean-Claude Trichet défend l'euro comme la prunelle de ses yeux. "Au début de la crise, on disait que l'euro, en tant que devise, s'évaporerait. Alors qu'il s'est finalement révélé extrêmement stable. On se posait aussi la question de la force excessive de l'euro. N'oublions pas que, pendant la crise de Lehmann Brothers, il y avait quinze membres de la zone euro. Après cette période très difficile, les quinze démocraties de la zone ont décidé d'y rester, et même, pour ceux qui étaient le moins touchés, d'aider ceux en difficulté." Pour Jean-Claude Trichet, le constat est clair : "Cela a montré la force du projet européen". Selon lui l'Europe a parfaitement passé le stress test de la crise, le test de résistance, et prouvé aux yeux de la communauté internationale qu'elle était crédible et à même de surmonter les plus grandes difficultés financières. Interrogé sur les mesures drastiques imposées à des pays comme la Grèce, Jean-Claude Trichet ne renie rien des décisions prises. "J'ai considéré que si le pacte de stabilité avait été totalement respecté, ils n'auraient pas rencontré de tels problèmes. Cela vaut pour le Portugal comme pour la Grèce. Dire que la BCE est responsable, c'est exactement l'inverse de la réalité. Arriver avec un déficit budgétaire de 50% du PNB, c'est cela qui a créé le drame, pas les mesures de correction. Les pays les moins frappés sont ceux qui ont fait preuve de prudence à l'avance. Je comprends les difficultés de réadaptation, mais il aurait fallu éviter de créer de tels déséquilibres." L'ancien président de la Banque centrale européenne admet toutefois que "cela a pu être douloureux, beaucoup de personnes ont souffert". »